

## Philippe GUETTIER â€“ Direction de l'Eau, MinistÃ©re de l'Ã‰cologie

L'Union EuropÃ©enne en manque d'une stratÃ©gie extÃ©rieure forte - L'UE doit renforcer sa stratÃ©gie extÃ©rieure dans le domaine de l'eau. H2o-IRC mai 2006.

L'Union EuropÃ©enne manque d'une stratÃ©gie extÃ©rieure forte

l'interview de Philippe GUETTIER

adjoint au chef de la mission des affaires internationales et communautaires

direction de l'eau, ministÃ©re de l'Ã‰cologie et du DÃ©veloppement durable - France

propos recueillis par Martine LE BEC

Sources Nouvelles, IRC - mai-juin 2006

H2o - juillet 2006

Ã

Coordonnateur au sein du ministÃ©re de l'Ã‰cologie du Partenariat franÃ§ais pour le Forum de Mexico, Philippe Guettier a acceptÃ© de revenir sur l'idÃ©e de ce partenariat et comment il pourrait Ã  terme contribuer Ã  renforcer la stratÃ©gie europÃ©enne de l'eau Ã  l'international.

Quelles idÃ©es et objectifs ont prÃ©disposÃ©s Ã  la constitution d'un Partenariat franÃ§ais pour Mexico ?

Les diffÃ©rents acteurs franÃ§ais de l'eau, publics et privÃ©s, ont souhaitÃ© mettre en place une dÃ©marche collective pour ce Forum de Mexico afin d'y Ãªtre prÃ©sents avec plus de force qu'ils ne l'avaient Ã©tÃ© trois ans auparavant Ã  Kyoto. Ce partenariat, qui a rÃ©uni les diffÃ©rents ministÃ©res et Ã©tablissements publics concernÃ©s, les collectivitÃ©s locales et territoriales, les groupes industriels, les PMÃ‰ -PMI, mais aussi les ONG et les organisations scientifiques et techniques, visait 4 objectifs :

1. prÃ©parer des messages prioritaires et s'assurer que ceux-ci seraient discutÃ©s Ã  Mexico et pris en compte par la confÃ©rence ministÃ©rielle ;
2. assurer comme je l'ai dit une parfaite visibilitÃ© aux acteurs franÃ§ais de l'eau et Ã  leurs partenaires Ã©trangers ;
3. organiser des actions de formation des Ã©lus franÃ§ais Ã  l'intention de leurs homologues Ã©trangers. Cette action a Ã©tÃ© conduite sur deux thÃ©mes : la responsabilitÃ© des Ã©lus locaux en matiÃ©re d'eau potable et d'assainissement d'une part, la gouvernance locale de l'eau, d'autre part ;
4. participer Ã  la dÃ©marche rÃ©gionale europÃ©enne, coordonnÃ©e par les Pays-Bas. Le travail ici rÃ©alisÃ© a permis de promouvoir les principes de la Directive Cadre europÃ©enne sur l'eau ainsi que la question sensible au plan international

du droit d'accès à l'eau.

Mais ce Partenariat français ne risquait-il pas de faire trop "défense des intérêts nationaux français" - qui plus est, privés - dans le cadre d'une politique mondiale de l'eau ?

Il y a derrière bien sûr l'idée de valoriser l'expérience et les savoir faire français mais aussi celle d'apporter une contribution française plus efficace aux avancées vers les Objectifs du Millénaire. Ce partenariat n'est pas un partenariat franco-français, il s'agit d'un partenariat au contraire largement ouvert sur le monde puisqu'il associe tous nos partenaires étrangers. La loi Oudin-Santini, qui crée de facto de nouveaux instruments de coopération décentralisée, multiplie le nombre de ces partenaires en mobilisant très largement les collectivités locales et territoriales, en France et à l'étranger.

Quelle est la place de la France dans la coopération internationale ?

La France est au 4<sup>ème</sup> rang des bailleurs de fonds bilatéraux pour l'eau et l'assainissement. Depuis le sommet d'Evian du G8, en juin 2003, elle a aussi pris l'engagement de doubler son aide publique au développement en se donnant pour objectif de permettre l'accès à l'eau et à l'assainissement à 9 millions de personnes en Afrique d'ici 2015. Cet engagement est en cours de réalisation. De plus, la loi du 9 février 2005 (loi Oudin-Santini), qui permet aux collectivités locales et aux agences de l'eau de mener des actions internationales dans le domaine de l'eau, permet potentiellement de dégager chaque année 120 millions d'euros supplémentaires. L'avantage de cette loi est que, les financements étant assurés par les factures d'eau, ce sont les usagers du Nord qui viennent directement en aide aux usagers du Sud ; c'est donc une coopération directe dont l'un des avantages est aussi de limiter le risque de corruption. Une petite dizaine d'autres pays ont instauré de tels mécanismes de financement solidaire. C'est une solution qu'il convient de promouvoir plus amplement.

Quel avenir pour ce Partenariat français ?

La ministre de l'écologie et du Développement durable, Nelly Olin, souhaite la pérennisation de ce partenariat. Une réunion associant les différents acteurs français sera organisée en juin pour en décider. D'autres événements vont justifier cette décision, je pense à la Semaine mondiale de l'eau à Stockholm (en août) mais aussi à Africités, dont la 4<sup>ème</sup> édition se tiendra à Nairobi en septembre, et bien sûr au prochain Forum mondial, à Istanbul, en 2009. L'idée de Partenariats de l'eau trouve écho dans d'autres parties du monde établis au niveau national (par exemple au Japon avec le Japan Water Partnership et aux Pays-Bas avec le Netherland Water Partnership) ou régional avec l'European Water Partnership ou le Northern Water Network. Les enjeux sont importants notamment au niveau européen alors même que la stratégie européenne à l'international mériterait certainement d'être renforcée. C'est là un vaste chantier à réaliser.